

Programme MED 2050

Fiche Variable n° 12	Questions et politiques d'adaptation, entre vulnérabilité et résilience
----------------------	---

Auteurs	Auteurs : Katarzyna Marini (Plan Bleu, MedECC) Contributeurs : Maya Negev (Université de Haïfa), Cécile Roddier-Quefelec (AEE), Ronan Uhel (AEE)
---------	---

1. Champ couvert par la fiche

Les changements climatiques et environnementaux actuels et futurs dans la région méditerranéenne posent de nouveaux défis à la résilience de ses systèmes naturels et humains. Les risques actuels vont augmenter en raison de l'évolution des schémas de sécheresse, des incendies de forêt, de la dégradation des sols, de la désertification, de l'élévation du niveau de la mer, des vagues de chaleur et des inondations, ainsi que d'autres pressions, ce qui pourrait avoir des conséquences plus importantes. Il ne fait aucun doute que la région méditerranéenne, ses populations, ses économies et ses écosystèmes devront s'adapter à ces changements. L'adaptation dans les systèmes humains est le processus d'ajustement au climat réel ou prévu et à ses effets, afin de modérer les dommages ou d'exploiter les opportunités bénéfiques. Dans les systèmes naturels, il s'agit du processus d'ajustement au climat actuel et à ses effets. L'intervention humaine peut faciliter l'adaptation. L'ensemble des stratégies et des mesures sont disponibles et appropriées pour aborder cette adaptation. Elles comprennent un large éventail d'actions qui peuvent être classées comme structurelles, institutionnelles, écologiques ou comportementales.

Cette fiche présente brièvement les changements climatiques et environnementaux actuels et futurs auxquels les écosystèmes et les sociétés méditerranéennes sont confrontés, ainsi que le contexte politique de l'adaptation dans cette région. Les tendances et les évolutions récentes de l'approche de l'adaptation, comme la reconnaissance croissante de la nécessité d'une approche systémique, ainsi que la prise en compte des situations locales sont également abordées. Des exemples de pratiques d'adaptation sont donnés. La dernière partie est consacrée aux scénarios contrastés à l'horizon 2050.

Avertissement :

Les appellations retenues dans la présente publication et la présentation des éléments qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE, du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributives aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones mentionnés ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues du PNUE, du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributives. L'objectif des hypothèses développées dans ce travail n'est pas de prévoir ou de privilégier un quelconque développement futur, mais d'éclairer les décideurs sur les futurs possibles, renforçant ainsi leur capacité à anticiper et à s'adapter à des futurs différents.

2. Rétrospective

La région méditerranéenne est un point chaud du changement climatique. Depuis la période préindustrielle (1861-1890), le globe s'est réchauffé de 1°C, tandis que le bassin méditerranéen (terre et mer) s'est réchauffé de 1,5°C, dépassant largement les 2°C en été. Le niveau de la mer s'élève plus rapidement que dans les océans du monde entier : 6 cm au cours des 20 dernières années. L'absorption de CO₂ par la mer entraîne une acidification de l'eau de mer, ce qui accroît la pression sur la biodiversité. Le changement climatique a de nombreuses conséquences, telles que la modification des schémas de sécheresse, de dégradation des sols, de désertification, des incendies de forêt, des vagues de chaleur et des inondations. La pénurie d'eau dans de nombreuses régions peut provoquer des conflits entre les personnes et des migrations humaines massives. L'élévation du niveau de la mer peut entraîner des dommages aux infrastructures et la réduction de la surface disponible pour l'agriculture et les habitations humaines. Les effets du changement climatique augmentent les risques pour la santé humaine, qu'il s'agisse de vagues de chaleur, de pénuries de nourriture et d'eau, de maladies vectorielles, respiratoires et cardio-vasculaires. En outre, les écosystèmes marins et terrestres subissent des changements irréversibles. Les populations et les écosystèmes méditerranéens doivent faire face à ces risques inévitables. Dans tous les scénarios d'atténuation visant à réduire le changement climat, les risques d'impacts négatifs demeurent. Il est donc essentiel de s'adapter au changement et d'accroître la résilience des systèmes méditerranéens pour garantir un développement durable dans la région.

Les objectifs exprimés dans le cadre juridique existant, donnent les orientations en termes d'adaptation et d'atténuation. La Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD) a été établie en 1994 et a été ratifiée par les 21 pays riverains de la Méditerranée et l'Union européenne. L'objectif de l'Accord de Paris est de maintenir le réchauffement en dessous de +1,5°C en 2100. Avec les politiques actuelles, cet objectif est loin d'être atteint. La Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) 2016-2025 fournit un cadre politique intégratif pour toutes les parties prenantes, y compris les partenaires du PAM, afin de traduire l'Agenda 2030 pour le développement durable et les Objectifs de développement durable (ODD) aux niveaux régional, sous-régional, national et local dans la région méditerranéenne. La 19e réunion des parties contractantes (COP19) de la Convention de Barcelone a approuvé en 2016 le « Cadre régional pour l'adaptation au changement climatique pour les aires côtières et marines méditerranéennes ». Les Objectifs de développement durable (ODD), ont été adoptés par tous les États membres des Nations unies en 2015 comme un appel universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les peuples jouissent de la paix et de la prospérité d'ici 2030. En 2019, quatre ans après l'adoption de l'Accord de Paris et des 17 Objectifs de développement durable (ODD), aucun pays méditerranéen n'était considéré comme étant sur la bonne voie pour atteindre des niveaux de durabilité adéquats. Selon le Pacte vert pour l'Europe, pour que l'objectif ultime de neutralité climatique d'ici 2050 reste en vue, l'Union européenne devra réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

En février 2021, la Commission européenne a adopté sa nouvelle stratégie européenne d'adaptation au changement climatique. Cette nouvelle stratégie définit la manière dont l'Union européenne peut s'adapter aux effets inévitables du changement climatique et devenir résiliente au changement climatique d'ici 2050. La stratégie comporte quatre objectifs principaux : rendre l'adaptation plus intelligente, plus rapide et plus systémique, et intensifier l'action internationale en matière d'adaptation au changement climatique. La plateforme européenne d'adaptation au climat Climate-ADAPT vise à soutenir l'Europe dans son adaptation au changement climatique, en aidant les utilisateurs à accéder aux données et aux informations et à les partager. Au niveau national, tous les pays méditerranéens de l'UE disposent d'une stratégie ou d'un plan d'adaptation national(e). Les politiques d'adaptation sont beaucoup plus limitées dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. L'Algérie, l'Égypte, Israël, le Maroc et la Tunisie ont communiqué des politiques et

des mesures limitées axées sur la résilience des secteurs les plus vulnérables au changement climatique (agriculture, eau, sylviculture, santé, pêche et aquaculture, par exemple). Dans certains pays, des plans d'adaptation nationaux sont en cours d'élaboration et de finalisation (Algérie, Israël).

3. Les défis et les enjeux

Les conditions environnementales, sociales et économiques en 2050 seront très différentes de celles d'aujourd'hui. Le principal défi consiste à anticiper les risques pour les personnes et les écosystèmes que les changements climatiques et environnementaux en cours provoqueront et provoquent déjà.

Le renforcement de la résilience environnementale et socio-économique nécessite une planification proactive, à long terme et intégrée à différentes échelles, du local au régional. Le degré de vulnérabilité du territoire au changement climatique dépend de nombreux facteurs, notamment sociaux, environnementaux, institutionnels, économiques et démographiques. Le développement socio-économique et les changements démographiques sont hétérogènes à travers la Méditerranée, ce qui entraîne des capacités d'adaptation différentes. Il est essentiel de relever les défis naturels et socio-économiques les plus urgents dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pour éviter que le fossé du développement ne se creuse entre les pays du nord, du sud et de l'est de la région. Pour y parvenir, la collaboration entre les pays et l'échange d'expériences sont essentiels. La collaboration transfrontalière est particulièrement importante dans le contexte de certains risques, comme les maladies à transmission vectorielle, les sécheresses et les migrations. Un autre défi à l'Est et au Sud est la mise en œuvre effective des politiques d'adaptation, car il existe encore un fossé Nord-Sud en termes de préparation et de mise en œuvre des politiques. La coopération à différents niveaux géographiques (du local à l'international) et entre différents groupes (parties prenantes, scientifiques, praticiens), y compris le partage des connaissances sur les pratiques fructueuses et l'innovation à travers la Méditerranée, doit être renforcée. L'adaptation nécessite également une approche localisée et davantage axée sur le terrain, et non une stratégie unique, car les différentes régions peuvent être confrontées à des conséquences différentes du changement climatique. La région méditerranéenne peut être considérée comme une multitude de points chauds du changement climatique et environnemental avec une variété de situations en termes de risques nécessitant des approches individualisées en termes de plans et d'actions d'adaptation.

Il existe encore un déséquilibre entre les secteurs en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique. La collaboration entre les secteurs et la mise en œuvre d'une approche plus systémique, plutôt que sectorielle, sont également essentielles. Dans cette approche systémique, une attention particulière devrait être accordée aux écosystèmes marins, car leur résilience croissante est essentielle pour le développement durable de l'ensemble de la région méditerranéenne (approche fondée sur les écosystèmes).

La reconnaissance de l'importance de fonder la prise de décision sur des preuves scientifiques a récemment augmenté. Il existe encore d'importantes lacunes dans les connaissances. Des programmes de surveillance à long terme ainsi que des évaluations et des cartes détaillées de la vulnérabilité sont nécessaires pour identifier les populations et les régions vulnérables, mettre au point des mesures d'adaptation fondées sur des données probantes et éviter la maladaptation (c'est-à-dire des mesures d'adaptation qui peuvent entraîner, généralement de manière involontaire, un risque accru de résultats négatifs liés au climat, notamment par une augmentation des émissions de GES, une vulnérabilité accrue au changement climatique ou une diminution du bien-être, aujourd'hui ou à l'avenir).

S'adapter ne signifie pas nécessairement faire des investissements importants. Il est également important d'appliquer des solutions naturelles (plutôt que des solutions technologiques), comme la préservation ou la restauration des écosystèmes côtiers pour lutter contre l'érosion et la submersion marine. Des solutions peu coûteuses existent, comme certains systèmes de goutte à goutte pour l'irrigation agricole. Certaines solutions peuvent apporter des co-bénéfices à plusieurs secteurs, comme la réduction du nombre de véhicules dans les villes, qui a des effets bénéfiques tant pour le

ralentissement du changement climatique que pour la santé humaine (en raison de la réduction de la pollution atmosphérique).

Les facteurs qui peuvent bloquer l'adaptation au changement climatique peuvent être liés à la volonté politique, au cycle politique, au budget ou à la sensibilisation. L'incertitude des résultats scientifiques peut également empêcher certaines actions. Cependant, il existe de nombreuses stratégies sans regret (stratégies basées sur des concepts et des mesures qui peuvent commencer à être mises en œuvre dès maintenant sans être certain de toutes les dimensions du changement climatique futur).

L'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe ont pour objectif commun de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience, mais elles opèrent à des échelles spatiales et temporelles différentes, elles sont régies par des cadres politiques, institutionnels et juridiques différents et elles impliquent des communautés différentes. Des solutions efficaces et efficientes pourraient être obtenues par une coordination et une collaboration politiques plus étroites.

La participation publique des acteurs à différentes échelles géographiques à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies d'adaptation est nécessaire pour accroître la pertinence et l'acceptation locales des stratégies proposées, et elle est particulièrement importante pour la construction d'une société résiliente. Les politiques d'adaptation au climat sont susceptibles de porter atteinte aux droits de l'Homme si elles sont déconnectées de préoccupations telles que la justice, l'équité, la réduction de la pauvreté, l'inclusion sociale et la redistribution des revenus.

Selon les projections, les pertes de bien-être (en pourcentage du PIB) pour les six impacts sectoriels en Europe du Sud (productivité du travail, inondations fluviales, inondations côtières, énergie, agriculture et mortalité humaine due aux vagues de chaleur) atteignent respectivement 1,8 % et 4,2 % dans le scénario de l'Accord de Paris à 2°C et dans le scénario de réchauffement élevé. Selon les projections pour la région MOAN, la perte globale du PIB réel est environ six fois plus importante en 2050 et neuf fois plus importante en 2100, par rapport à l'Espagne. Ces proportions doivent encore être multipliées par trois si l'on compare avec l'Italie. Les impacts du changement climatique sont donc beaucoup plus graves sur la rive sud de la Méditerranée, ce qui confirme qu'une grande partie du fardeau (économique) du changement climatique sera probablement ressentie dans les pays en voie de développement. Les actions de prévention sont souvent moins coûteuses que la gestion des conséquences des changements qui s'opèrent. Par exemple, les dépenses annuelles consacrées à la prévention des incendies de forêt au Portugal étaient d'environ 25 millions de dollars entre 2011 et 2016, contre environ 80 millions de dollars par an pour leur extinction.

Les pays en développement bénéficient d'un soutien financier croissant, notamment pour les projets liés à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation. Cependant, l'accès et l'utilisation effective de ces fonds peuvent être entravés par des informations limitées et une certaine complexité des procédures. Le changement climatique devrait être intégré dans les investissements ou les projets déjà existants ou prévus dans divers secteurs. La question cruciale est, tout d'abord, de mettre un terme aux investissements non durables, comme la construction et l'installation de bâtiments très près du littoral, car le développement non durable est un facteur de vulnérabilité. Une bonne évaluation des projets est nécessaire pour éviter l'écoblanchiment, c'est-à-dire les activités qui font croire qu'une entreprise ou un projet fait plus pour protéger l'environnement qu'il ne le fait réellement.

Beaucoup reste à faire. Le rapport 2020 du PNUE sur le déficit d'adaptation a conclu que si les nations ont progressé en matière de planification, d'énormes lacunes subsistent en ce qui concerne le financement des pays en voie de développement et la mise en place de projets d'adaptation permettant d'assurer une protection réelle contre les incidences climatiques telles que les sécheresses, les inondations et l'élévation du niveau de la mer.

4. Evolution tendancielle à l'horizon 2050

Les risques futurs dans la région méditerranéenne et la capacité d'adaptation des sociétés seront déterminés par les caractéristiques des dangers (intensité et fréquence) et par l'évolution des conditions socio-économiques.

Les efforts d'atténuation mis en œuvre maintenant auront leurs effets après 2040 en raison de l'inertie du système climatique. Par conséquent, les projections climatiques pour la première partie du XXI^e siècle ne sont pas significativement différentes entre les divers scénarios. L'incertitude augmente pour la seconde moitié du XXI^e siècle, car les projections dépendent des actions d'atténuation entreprises jusqu'en 2050 dans le cadre des politiques nationales et locales (concernant par exemple les transports et l'énergie), mais aussi des décisions prises par certains grands pays industrialisés hors de l'Europe. Pour certains paramètres, des scénarios perturbateurs ne peuvent être exclus, comme une nouvelle déstabilisation de la calotte glaciaire de l'Antarctique, qui aurait un impact sur l'élévation du niveau de la mer en Méditerranée et pourrait entraîner une augmentation du niveau de la mer de plus d'un mètre.

Les principaux risques et impacts liés au changement climatique à l'horizon 2050 sont connus. Ce que l'on sait moins, c'est comment ces impacts peuvent être exacerbés par l'apparition d'événements composés et cumulatifs. De tels événements peuvent sérieusement mettre à mal la capacité d'adaptation et la résilience de la région. Un autre aspect est l'évolution des sociétés. Les systèmes naturels et humains sont en étroite interaction. Les projections démographiques indiquent une augmentation de la population dans le Sud et l'Est et une urbanisation intensive. En outre, la réduction de la disponibilité des ressources (eau pour l'irrigation, terres pour l'agriculture, pêche) peut entraîner des migrations massives et des conflits. La capacité à s'adapter et à considérer l'adaptation au changement climatique comme une priorité dépend de la situation politique et économique. Dans ce contexte, l'avenir de la région méditerranéenne est très incertain. Plusieurs conflits sont en cours et leur évolution ne peut être prévue. La crise du COVID a entraîné des crises économiques inattendues dans de nombreux pays. De plus, l'apparition de pandémies (comme le COVID) à l'avenir ne peut être exclue et peut entraîner des changements très rapides et imprévus dans la situation sociale et économique.

La vulnérabilité des sociétés et des écosystèmes dans les 30 prochaines années dépend de l'efficacité de la mise en œuvre des stratégies d'adaptation. Les observations et la modélisation sont cruciales pour mieux s'adapter et continuer à ajuster les stratégies d'adaptation, car certaines des stratégies mises en œuvre maintenant pourraient ne plus être valables dans quelques années. La stratégie de l'UE sur l'adaptation au changement climatique adoptée en février 2021 offre un nouveau cadre politique et de nouveaux outils d'adaptation. Sa mise en œuvre devrait conduire à l'élaboration d'une approche plus innovante de l'adaptation et constituer une source d'inspiration pour les politiques nationales d'autres pays méditerranéens, notamment ceux de l'Est et du Sud. En février 2021, le nouvel agenda de l'UE pour la Méditerranée a renouvelé le partenariat avec les pays du Sud. La tendance jusqu'en 2050 devrait être l'évolution vers une approche plus coordonnée, avec davantage de collaboration entre les secteurs et à différentes échelles géographiques. Une autre tendance consiste à fonder l'adaptation davantage sur des considérations locales. L'adaptation fondée sur les écosystèmes et les solutions fondées sur la nature pour faciliter la résilience socio-écologique sont également de plus en plus appréciées et appliquées.

Diverses stratégies d'adaptation sont en cours d'élaboration pour différents secteurs. Dans le secteur de la gestion de l'eau, la plupart des stratégies s'appuient sur les principes de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), qui repose sur l'efficacité économique, l'équité et la durabilité environnementale. Les mesures de sécurité autour de l'eau comprennent des technologies d'économie, telles que de nouveaux équipements pour l'agriculture d'irrigation et les ménages, souvent complétées par une meilleure efficacité, des stockages à plusieurs échelles, l'utilisation de

sources d'eau non conventionnelles provenant de la recharge des eaux usées ou du dessalement de l'eau de mer. Certaines de ces mesures peuvent avoir des incidences sur l'environnement en raison de la contamination des sols, de la consommation d'énergie ou de la dégradation des écosystèmes côtiers. Dans le secteur alimentaire, les stratégies d'adaptation reposent sur différentes approches, notamment la modification des pratiques agricoles (par exemple, les variétés, les rotations, la diversité des cultures, l'agroforesterie) et de la gestion (par exemple, la diversification des revenus, la modification des pratiques d'irrigation). D'autres pratiques consistent à encourager le régime méditerranéen traditionnel, la production locale et la réduction des déchets alimentaires. Pour les écosystèmes marins, toute action qui améliore la santé, la résilience ou la biodiversité des écosystèmes marins a le potentiel de retarder et de réduire les effets négatifs des facteurs climatiques. Il s'agit notamment de pratiques de pêche plus durables, de la réduction de la pollution due à l'activité agricole, du tourisme durable et d'une gestion plus efficace des déchets. Les politiques d'adaptation appropriées dans les zones côtières comprennent (i) la réduction de la pollution due aux eaux de ruissellement, qu'elles proviennent de l'agriculture, de l'industrie ou de la gestion des déchets, (ii) la définition de politiques visant à limiter ou à prévenir l'acidification de l'eau et (iii) le déplacement des activités d'aquaculture vers des zones protégées des niveaux critiques d'acidification. Pour la plupart des écosystèmes terrestres, la promotion d'une « connectivité adaptée au climat » grâce à la perméabilité des paysages, à la conservation ou à la création de couloirs de dispersion et de réseaux d'habitats peut faciliter les migrations ascendantes vers les montagnes des espèces des plaines afin de s'adapter aux nouvelles conditions du changement climatique. La promotion d'une gestion forestière plus adéquate tenant compte des conditions locales et des projections futures peut améliorer l'adaptation des forêts méditerranéennes à des climats plus chauds (par exemple, peuplements forestiers d'espèces mixtes, éclaircissement, gestion du sous-étage). La gestion de l'hétérogénéité spatiale des paysages peut contribuer à réduire l'étendue des incendies dans le cadre du réchauffement climatique. En raison de l'augmentation du stress thermique, la planification et la gestion des villes du pourtour méditerranéen doivent se concentrer davantage sur la santé humaine et la résilience aux changements environnementaux (villes durables, résilientes, vertes ou à faible émission de carbone). Les bonnes pratiques en matière de gestion des inondations comprennent le développement de systèmes d'alerte précoce spécialisés, la construction de barrages de retenue, l'amélioration des systèmes de drainage dans les zones urbanisées, les plans de gestion des urgences en plus de la planification urbaine pour la résilience et la retraite stratégique et les solutions basées sur la nature, telles que la reforestation dans les zones en amont, la restauration des plaines inondables et la protection contre l'érosion des berges, ainsi que des pratiques agricoles adéquates pour retenir l'eau. Les plans de prévention liés à la santé humaine devraient être développés davantage et tenir compte spécifiquement des risques liés au changement climatique. La plupart des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique offrent des synergies avec d'autres problèmes de santé publique, notamment la pollution atmosphérique.

5. Scénarios contrastés à l'horizon 2050

L'année 2030 est un jalon important sur la trajectoire vers 2050, car elle constitue l'année cible pour la réalisation des objectifs du Pacte vert pour l'Europe. Les objectifs pour 2030 sont très précis et de nombreux investissements sont mis en œuvre pour les atteindre. Plus la réalité est éloignée des ambitions initiales, plus elle aura tendance à se rapprocher du scénario pessimiste.

A) « Statu quo », scénario pessimiste : les politiques d'adaptation actuelles sont insuffisantes ou ne sont pas suffisamment mises en œuvre pour assurer un avenir durable aux populations et aux écosystèmes méditerranéens et peuvent conduire à un accroissement du fossé entre les différentes zones de la région. La plupart des pays n'ont pas respecté leurs engagements en termes de contributions déterminées au niveau national. Les pays ont accéléré le développement non durable pour surmonter les crises du COVID au lieu d'utiliser cette opportunité pour apporter un changement. Le monde est touché par d'autres crises pandémiques, ce qui a pour effet de creuser les écarts entre les pays en termes de capacité d'adaptation. Certains pays souffrent d'insécurité alimentaire et hydrique, en raison des sécheresses, de la dégradation des sols ou de l'élévation du niveau de la mer, ce qui provoque et aggrave les conflits et entraîne des migrations humaines massives et une déstabilisation accrue de la région. Il existe un certain niveau de collaboration entre les États et au sein de ceux-ci, mais ce n'est pas suffisant et ceux qui ont le plus besoin d'aide sont souvent laissés pour compte. C'est le sombre scénario de dommages irréversibles pour la région.

B) « Hétérogène », scénario probable : La stratégie de l'UE sur l'adaptation au changement climatique adoptée en 2021 plante le décor d'une approche innovante, permettant aux pays du nord de la Méditerranée de progresser sur la question de l'adaptation au changement climatique. La stratégie est régulièrement mise à jour en fonction de l'évolution de la situation et des stratégies nationales des pays de l'UE (bien que le niveau de mise en œuvre varie entre les pays de l'UE). Les fonds nécessaires sont déployés pour l'adaptation au changement climatique dans les pays de l'UE et les investissements non durables sont progressivement abandonnés. Dans le même temps, la plupart des pays du sud et de l'est de la Méditerranée (à quelques importantes exceptions près) ont encore du mal à faire de l'adaptation au changement climatique une priorité et il existe un fossé entre le nord et le sud, tant en termes de politique que de mise en œuvre. Les pays confrontés à des difficultés économiques, à des instabilités politiques et à des mesures d'éducation insuffisantes sont souvent ceux qui sont particulièrement touchés par les effets du changement climatique tels que la sécheresse. La collaboration internationale entre le Nord et le Sud est insuffisante en termes d'échange d'expériences, mais aussi la gouvernance au niveau local empêche une mise en œuvre efficace dans certaines régions. Les investissements non durables se poursuivent (comme les constructions à proximité du littoral) dans certains pays (principalement les pays du sud et de l'est), ce qui aggrave les effets du changement climatique.

C) « Mise en œuvre des politiques », scénario très optimiste, mais toujours possible : selon ce scénario, les mesures d'adaptation sont mises en œuvre dans la plupart des pays, avec une tendance à réduire l'écart entre le nord et le sud de la Méditerranée. La stratégie de l'UE sur l'adaptation au changement climatique est bien mise en œuvre dans les pays européens et la collaboration des États de l'UE sur cette question s'améliore. Cette stratégie sert d'inspiration aux pays du Sud. L'aspect du changement climatique est pris en compte dans les projets dans différents domaines et les projets totalement non durables, comme les constructions près de la côte, sont abandonnés. La plupart des pays ont respecté leurs engagements en termes de contributions déterminées au niveau national. Les énergies renouvelables sont progressivement développées, surtout dans le Sud où le potentiel inexploité est important. Cependant, plusieurs pays sont encore confrontés à de graves problèmes politiques et économiques qui les empêchent d'établir des stratégies d'adaptation au changement climatique.

D) « Nouvelles priorités », scénario utopique : les solutions vertes sont prioritaires dans tous les secteurs, un financement suffisant est consacré à ces questions et la collaboration à différents niveaux (du local à l'international) est nettement améliorée. Les concepts innovants sont conçus et de nouvelles normes sont adoptées par la société. La reprise post-COVID a été mise à profit pour repenser certains aspects du fonctionnement de la société. La croissance économique et la consommation (transport, travail ou loisirs) sont repensées, ce qui signifie que les combustibles fossiles sont abandonnés, l'utilisation des voitures privées considérablement réduite et les voyages en avion limités. C'est aussi l'évolution vers une société basée sur la sobriété et la collaboration. Ces changements ne sont pas considérés comme des contraintes, car ils conduisent à l'amélioration de la qualité de vie. En termes d'atténuation, tous les pays respectent, voire renforcent, leurs engagements en matière de contributions déterminées au niveau national. La principale réalisation de ce scénario est la réduction du fossé entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, grâce à une collaboration efficace (y compris une aide financière), à un financement judicieux et bien investi et au partage d'expériences. L'aspect incontournable de ce scénario est également une situation politique et économique stable dans toute la région et une gouvernance qui traite le développement durable comme une priorité absolue.

6. Références

- Bosello, F. and Eboli, F. (2013) *Economic impacts of climate change in the Southern Mediterranean*. MEDPRO Technical Report No. 25. February, 2013.
- EEA (2021) *Nature-based solutions in Europe: Policy, knowledge and practice for climate change adaptation and disaster risk reduction*. EEA Report, No 01/2021
- IPCC (2018) Annex I: Glossary [Matthews, J.B.R. (ed.)]. In: *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. In Press
- McKinsey Global Institute (2020) *Mediterranean basin without a Mediterranean climate?*
- MedECC (2020) *Climate and Environmental Change in the Mediterranean Basin – Current Situation and Risks for the Future. First Mediterranean Assessment Report* [Cramer, W., Guiot, J., Marini, K. (eds.)] Union for the Mediterranean, Plan Bleu, UNEP/MAP, Marseille, France, 632pp. <https://www.medecc.org/first-mediterranean-assessment-report-mar1/>
- Szewczyk, W., Ciscar, J.C., Mongelli, I., Soria, A. (2018) JRC “PESETA III project: Economic integration and spillover analysis,” <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/jrc-peseta-iii-project-economic-integration-and-spillover-analysis>.
- Plan Bleu (2021) *Note for policy makers. Adaptation aux impacts du changement climatique. Les notes du Plan Bleu*, no. 39, février 2021
- *Sustainable Development Report 2019 – Mediterranean Countries Edition*. Sustainable Development Solutions Network Mediterranean (SDSN Med):<http://www.sdsn-mediterranean.unisi.it/2019/10/15/sustainable-development-report-2019-mediterranean-countries-edition/>
- United Nations Environment Programme (2021). *Adaptation Gap Report 2020*. Nairobi.
- United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan and Plan Bleu (2020). *State of the Environment and Development in the Mediterranean*. Nairobi.